

## PRÉSENTATION

Ce numéro marque en quelque sorte la relève de la garde! En effet, à la suite de la dernière assemblée générale de la corporation de Les cahiers de propriété intellectuelle divers changements d'importance sont intervenus.

D'abord, au conseil d'administration. Ardent défenseur du renouveau et du questionnement constant des objectifs des CPI, Me Jacques A. Léger a prêché par l'exemple et a offert sa démission à titre de membre d'un conseil d'administration qu'il présidait depuis la fondation de la revue, il y dix ans. Son support constant et inlassable de même que ses encouragements auront marqué la première tranche de vie de la revue. Un grand coup de chapeau à ce président visionnaire. Me Ghislain Roussel lui succède à titre de président du conseil d'administration. Le trésorier, Me J. Nelson Landry, a également remis sa démission pour être remplacé par Me Viviane de Kinder. Le poste de secrétaire, laissé vacant par la nomination de Ghislain Roussel, est maintenant assuré par Me Stefan Martin. La professeure Mistrale Goudreau demeure vice-présidente.

À la rédaction, Ghislain Roussel a mis à exécution une décision trop longtemps différée et a passé la main à Me Laurent Carrière à titre de rédacteur en chef. Le dévouement et l'abnégation de Ghislain Roussel au cours de ces années dépasse l'imagination et c'est pourquoi, le plus simplement du monde et sans phrases creuses, il convient de le remercier : merci Ghislain!

Le comité de rédaction sera donc composé de Laurent Carrière, et Mistrale Goudreau avec pour adjoints Stefan Martin, Lucie Guibault et Sandra Beauchesne.

Qu'en est-il maintenant du présent numéro? Et bien, il aborde des sujets aussi variés qu'imprévus.

Une synthèse de l'arrêt fleuve du Tribunal de la concurrence dans *l'affaire Directeur des enquêtes et recherches c. Télé-Direct (Publications) Inc.* est faite avec beaucoup de brio par Jean Carrière.

La numérisation des oeuvres de l'esprit dans le cadre d'une société de l'information est abordée par Me Delphine Maillet alors que Me Asim Singh analyse le traitement, en droit français, des œuvres de l'esprit créées par plusieurs personnes

Serge Parisien ouvre le second volet de l'incidence de la *Loi d'accès à l'information* du Québec sur les secrets commerciaux.

Le droit confronté aux noms de domaine est abordé par Jean-Philippe Mikus, sujet d'autant plus d'actualité que la troisième révision de la politique de résolution des conflits de NSI est entrée en vigueur le 25 février dernier.

La marque de commerce comme élément du contrat de franchise est traitée par Me Paul-André Mathieu dont le second volet sera également publié dans le numéro de janvier 1999.

Enfin, Pierre-Emmanuel Moyse prend prétexte de la décision dans l'affaire "La petite vie"/"La p'tite vite" pour revoir la notion de parodie en droit canadien et Me Viviane De Kinder nous rappelle les principales décisions rendues en 1997 en matière de droit d'auteur.

Bref, droit d'auteurs, droits des marques, secrets de commerce, cyberspace, informatique et concurrence : il devrait en avoir pour tous les goûts.

À cela s'ajoute deux compte-rendus d'ouvrages d'intérêt de même que la chronique habituelle des Livres parus. Ce numéro des *Cahiers* inaugure une nouvelle chronique consacrée à la recension des articles publiés par les principales revues dédiées au droit de la propriété intellectuelle.

Quant au numéro d'octobre 1998, il s'agira d'un numéro thématique consacré à la *Loi sur le droit d'auteur*, telle que modifiée par la Phase 2 de la révision : un numéro d'archives à ne pas manquer.

D'ici là, bonne lecture !

Laurent Carrière  
Rédacteur-en-chef